

BE-A0521_714274_715728_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Villers-la-Bonne-Eau. Dépôt 2012, 1893-
1976 (1986)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Sélections et éliminations.....	17
Accroissements / compléments.....	17
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Rapports, enquêtes, statistiques.....	21
B. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	21
II. Organisation et personnel.....	22
A. Organisation et composition des organes politiques.....	22
1. Conseil communal.....	22
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	22
B. Organisation des services.....	22
1. Équipement matériel des services.....	22
C. Personnel des services.....	22
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	22
14 - 15 Extraits des registres aux délibérations du Conseil communal et du	
Collège échevinal ayant trait à l'octroi d'allocations de programmation.	
1972-1973.....	23
2. Effectifs, registres du personnel et autres relevés ou aperçus généraux....	23
3. Dossiers du personnel.....	23
III. Gestion du patrimoine.....	24
IV. Finances et fiscalité.....	25
A. Comptabilité du secrétaire.....	25
1. Budgets et annexes.....	25
28 - 56 Annexes aux budgets. 1945-1975.....	25
57 - 90 Budgets. 1945-1976.....	27
2. Registres de comptabilité.....	29
92 - 93 Registres-journaux de toutes les recettes et dépenses de la	
commune. 1893-1948.....	29
95 - 106 Grands-livres des dépenses. 1960-1971.....	29
3. Subventions des autorités supérieures.....	30
B. Comptabilité du receveur.....	30
1. Registres de comptabilité.....	30
2. Comptes et pièces justificatives.....	30

109 - 136 Comptes. 1943-1973.....	30
137 - 147 Pièces justificatives aux comptes. 1944-1974.....	32
3. Entrée en fonction du receveur.....	33
4. Impositions et taxes.....	33
V. État civil.....	34
A. Généralités.....	34
B. Registres de l'état civil et tables.....	34
C. Cimetières et funérailles.....	34
D. Autres documents.....	34
VI. Population.....	35
A. Généralités.....	35
154 - 185 Tableaux contenant des renseignements statistiques sur le mouvement de la population et de l'état-civil. 1944-1976.....	35
B. Registres de la population et mouvement de la population.....	37
186 - 202 Avis de changement de résidence établis dans le cadre d'entrées. 1945-1961.....	37
203 - 204 Courriers émanant de l'officier de l'état-civil de Villers-la-Bonne-Eau dans lesquels il prie les autorités de diverses communes de remplir des tableaux et de les lui renvoyer afin de pouvoir compléter les registres de population. 1948, 1953.....	38
205 - 207 Registres de la population. 1948-1976.....	38
C. Recensements et autres états de la population.....	38
212 - 215 Bulletins spéciaux individuels dressés dans le cadre de recensements généraux de la population. 1947, 1961.....	39
212 - 213 1947.....	39
214 - 215 1961.....	39
220 - 221 Tableaux présentant les résultats du recensement de la population au 31 décembre 1970. [1975].....	39
D. Cartes d'identité et passeports.....	40
VII. Élections.....	41
A. Listes électorales et listes dérivées.....	41
224 - 228 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et aux conseils communaux. 1956-1976.....	41
B. Révision des listes électorales.....	41
231 - 238 Cartes d'électeurs. [Deuxième moitié XXe siècle].....	41
C. Dossiers des élections.....	42
239 - 243 Dossiers des élections communales. 1946-1970.....	42
244 - 245 Procès-verbal de l'assemblée des électeurs pour les élections législatives et provinciales. 1961-1971.....	42
VIII. Affaires militaires et guerres.....	43
A. Généralités.....	43
B. Service militaire.....	43
247 - 282 Dossiers de levées de milice. 1941-1976.....	43
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	45
D. La guerre et ses conséquences.....	45
IX. Ordre et sécurité publics.....	47
A. Services de police.....	47
1. Généralités.....	47
2. Personnel.....	47
3. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre public	47
4. Missions de police administrative concernant la sécurité publique.....	48
B. Service d'incendie.....	48

X. Santé publique.....	49
A. Lutte contre les maladies épidémiques.....	49
B. Police sanitaire des animaux domestiques.....	49
1. Brucellose.....	49
2. Fièvre aphteuse.....	49
3. Nosémose.....	49
4. Peste porcine.....	50
5. Rage.....	50
6. Tuberculose.....	50
C. Analyse de l'eau potable.....	50
D. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	50
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	51
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	51
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	51
2. Bâtiments affectés à la santé publique.....	51
3. Bâtiments affectés à l'enseignement et annexes.....	51
4. Bâtiments affectés au culte et annexes.....	51
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts).....	52
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	53
D. Travaux concernant les services d'utilité publique.....	53
1. Distribution d'eau.....	53
2. Distribution d'électricité.....	53
3. Éclairage public.....	54
E. Aménagement du territoire.....	54
XII. Enseignement.....	55
A. Généralités.....	55
B. Cadre général.....	55
C. Bâtiments.....	55
D. Équipement.....	55
E. Personnel.....	55
F. Finances.....	56
G. Obligation scolaire.....	56
H. Avantages sociaux.....	56
XIII. Développement de la vie économique.....	58
A. Agriculture et sylviculture.....	58
371 - 376 Listes de recensement et listes récapitulatives dressées dans le cadre des recensements des emblavures d'hiver et du bétail. 1945-1949.....	58
377 - 381 Listes récapitulatives dressées dans le cadre des recensements agricoles et horticoles. 1945-1949.....	58
383 - 384 Procès-verbaux de constat de dégâts agricoles. 1974, 1976.....	59
B. Élevage.....	59
C. Industrie et artisanat.....	59
D. Commerce.....	59
XIV. Mesures sociales et réglementation du travail.....	60
A. Mesures sociales.....	60
B. Réglementation du travail.....	60
XV. Commission d'assistance publique.....	61
A. Personnel.....	61
B. Finances.....	61
395 - 420 Comptes. 1944-1968, 1974.....	61
421 - 424 Pièces justificatives aux comptes. 1945-1948.....	63

C. Exécution des tâches.....	63
426 - 438 Dossiers relatifs à la prise en charge des frais d'entretien de particuliers placés en institutions. 1946-1968.....	63
XVI. Fabriques d'église.....	65
A. Paroisse Saint-Lambert de Villers-la-Bonne-Eau.....	65
1. Personnel.....	65
2. Patrimoine.....	65
441 - 447 Pièces relatives aux legs effectués par des particuliers au profit de la Fabrique d'église. 1948-1973.....	65
3. Finances.....	66
452 - 476 Comptes. 1945-1974.....	66
B. Paroisse Saint-Thibaut de Lutrebois.....	68
1. Finances.....	68
477 - 500 Budgets. 1945-1973.....	68
501 - 531 Comptes. 1945-1975.....	69

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Villers-la-Bonne-Eau (Bastogne). Dépôt 2012

Période:

1893-1977 (1986)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.1553

Etendue:

- Etendue inventoriée: 3.45 m
- Dernière cote d'inventaire: 527.00

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Villers-la-Bonne-Eau, 1795 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur ¹.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

¹ Arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers (Moniteur belge, 15 août 1992) modifié par l'arrêté royal du 5 janvier 2014 (Moniteur belge, 17 janvier 2014).

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Villers-la-Bonne-Eau

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion à la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Villers-la-Bonne-Eau dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Bastogne, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire français et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Villers-la-Bonne-Eau devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Sibret ².

La commune fait partie du département des Forêts (1796-1814) puis du grand-duché ou province de Luxembourg (sauf entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 17 novembre 1814, période pendant laquelle la commune est brièvement rattachée au département de Sambre-et-Meuse) et de l'arrondissement administratif de Neufchâteau (entre 1800 et 1823) puis de celui de Bastogne en vertu de l'arrêté royal du 2 janvier 1823. Au niveau judiciaire, Villers-la-Bonne-Eau relève du canton judiciaire de Sibret (1802-1970) puis de celui de Bastogne (à partir de 1970) et des arrondissements judiciaires d'Habay-la-Neuve (1796-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (arrêté du gouverneur général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen du 12 septembre 1814), puis, de nouveau, de Neufchâteau (arrêté du 17 novembre 1814). Villers-la-Bonne-Eau relève par ailleurs successivement du canton de milice de Bastogne (1817 à 1870) puis du nouveau canton de Sibret (1870 à 1914) ³.

En 1823, la commune se compose de Chiversoux, La Baraque, Livarchamps, Losange, Lutrebois, Lutremange, Ollard-les-Hazys et Villers-la-Bonne-Eau ⁴. Elle compte 347 habitants en l'an VIII (1799-1800), 401 habitants en 1820, 515 en 1830, 696 en 1856, 699 en 1876, 622 en 1890, 562 en 1910, 511 en 1930, 392 en 1947 et 352 en 1961.

En 1972, une fusion volontaire est envisagée entre les communes associées de la distribution d'eau à savoir Villers-la-Bonne-Eau, Hollange, Tintange et Hompré. Ce projet se solde par un échec en raison de la position de la commune de Hompré ⁵.

2 Voir : VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 vol.

3 Idem.

4 TANDEL É., Les communes luxembourgeoises, t. IV : L'arrondissement de Bastogne, 1891, p. 659.

5 ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON, Archives de Joseph Michel, dossier " Bastogne ".

En décembre 1974, la commune, qui s'étend sur un peu plus de 2.345 hectares, compte 356 habitants répartis comme suit : 142 à Lutremange, 67 à Lutrebois, 26 à Livarchamps, 58 à Remoifosse, 26 à Losange et 37 à Villers-la-Bonne-Eau ⁶.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Bastogne, Longvilly, Noville, Villers-la-Bonne-Eau, Wardin, Longchamps (sections de Savy et Hemroulle) et Sibret (sections de Isle-le-Pré et Senonchamps) est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur. Le 9 décembre, le Conseil communal accepte cette fusion et marque même sa volonté de l'étendre aux communes de Sibret et de Hompré afin " d'établir un équilibre entre ruraux et citadins ". Bien que les membres du Conseil donnent leur aval à ce plan de fusion, ils émettent toutefois deux vœux. Ils désirent, tout d'abord, qu'au moins une école soit maintenue à Villers-la-Bonne-Eau et, deuxièmement, qu'une permanence au service de la population soit établie afin d'éviter de trop longs déplacements pour les besoins de documents ⁷.

Le 1er janvier 1977, la commune de Villers-la-Bonne-Eau est fusionnée avec les communes de Bastogne, Longvilly, Noville, Wardin ainsi que les sections de Hemroulle et Savy (Longchamps), Isle-le-Pré et Senonchamps (Sibret) pour former l'actuelle ville de Bastogne ⁸.

La fusion est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédent l'arrêté royal du 17 septembre 1975 : " L'entité nouvelle dépassera le seuil de 10.000 habitants et pourra dès lors répondre à son rôle de chef-lieu d'arrondissement. La commune centre est une ville à vocation régionale nettement établie par, notamment la polarisation sur le plan commercial, administratif, judiciaire, socio-médical, sportif et touristique. La zone rurale qui l'entoure est une complémentarité bien choisie et fort équilibrée, avec un réseau d'enseignement officiel et libre jusqu'au seuil de l'université ".

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 28 décembre 1789 sur la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale ⁹. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Art. 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal, les autres propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Art. 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des Assemblées administratives, sont :

De régir les biens et revenus communs, des villes, bourgs, paroisses et communautés ;

De régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ;

De diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la

⁶ Idem.

⁷ Idem.

⁸ Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Moniteur belge, 25 septembre 1975).

⁹ Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

communauté ;

D'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ;

De faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Art. 51. Les fonctions propres à l'administration générale qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont :

La répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ;

La perception de ces contributions ;

Le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ;

La direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ;

La régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ;

La surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ;

L'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne blessent l'intérêt général. Elle charge aussi les autorités communales de la rédaction des actes de l'état civil et de la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988-1989 puis, en Wallonie, dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi. À partir de 1836, il s'agit de la loi communale du 30 mars 1836.

Elle prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le collège des bourgmestre et échevins ou collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un

aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée à la Députation permanente du Conseil provincial ¹⁰. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose que " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836.

La mise en œuvre de cette disposition et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune et sur le dossier central de la ville de Bastogne constitué par les Archives de l'État.

En 1909 et 1910, les archives sont entreposées à Lutrebois, chez le secrétaire. Les archives sont ensuite considérées comme incomplètes et ce, jusqu'en 1937 ¹¹. En décembre 1944, la commune est durement touchée par les combats. On recense parmi les habitants 22 morts et 8 blessés graves. De nombreuses maisons sont détruites ou inhabitables. Quelque 119 personnes quittent la localité pour se réfugier à Bertrix, à Arlon et alentours, à Hompré et jusqu'au Grand-Duché de Luxembourg. En ce qui concerne les archives, le secrétaire communal écrit dans son rapport sur la situation de la commune après l'offensive von Rundstedt, adressé au gouverneur en date du 25 février 1945, qu'elles " sont totalement détruites par incendie " et que " seules les archives de l'état civil ont été sauvées " ¹².

Lors de la fusion avec Bastogne, les archives sont transférées dans l'hôtel de ville situé rue du Vivier. En 1989, l'archiviste de l'État Roger Petit signale la présence des archives communales de Villers-la-Bonne-Eau dans le grenier du bâtiment. En 1992, l'archiviste de l'État Jean-Marie Yante complète ce rapport en mentionnant que les locaux ne présentent pas les conditions requises pour garantir la pérennité des archives. La présence de matériaux inflammables, la non-occultation des fenêtres et tabatières et les risques d'humidité sont autant de facteurs qui peuvent occasionner de graves dommages aux documents. Malgré ces remarques, les deux archivistes constatent que les archives, principalement conservées dans des boîtes de type " La Charte ", sont en bon état.

Entre 1992 et 2004, les archives sont transférées en vrac dans un abattoir

10 AÉA, Gouvernement provincial du Luxembourg. Rapports annuels communaux, n° 222. Les années 1909-1912, 1928-1934 et 1936-1937 sont conservées.

11 Idem., n° 222.

12 AÉA, Cabinet du Gouverneur (inventaire en cours).

désaffecté sis rue Gustave Delperdange. Les archives sont encore conservées à cet endroit le 27 février 2004 comme en témoigne un courrier adressé par l'archiviste de l'État Pierre Hannick au Collège des bourgmestre et échevins. Dans celui-ci, il écrit qu'il lui " revient que l'ancien abattoir communal va être prochainement aliéné par la ville et que cet immeuble abrite des archives des anciennes communes ". Les archives sont ensuite déplacées dans un local sis rue des Roches. Elles y restent presque trois années avant d'être à nouveau transférées dans un local spécialement aménagé du nouveau complexe communal érigé rue de l'Arbre connu sous le nom de Centre technique et administratif communal ¹³.

ACQUISITION

Les inspections effectuées le 2 octobre et le 30 novembre 2009 par les archivistes de l'État Vincent Pirlot et Delphine Lannoy ont notamment débouché sur la signature d'une convention de collaboration entre la ville de Bastogne et les Archives de l'État à Arlon. Cette convention, approuvée par le Conseil communal en date du 20 octobre 2010, vise à aider la ville à remplir ses obligations légales en matière d'archives.

En 2010, une première intervention sur place a permis d'opérer une campagne d'élimination pour les archives postérieures à 1976 conservées au Centre technique et administratif communal ainsi que dans le grenier de l'hôtel de ville. Les archives à éliminer devaient avoir perdu toute utilité administrative et juridique, et ne devaient pas avoir de valeur historique. Une deuxième campagne d'éliminations d'archives " post-fusion " fut effectuée au cours des mois de janvier et février 2012 ¹⁴.

Au cours de cette deuxième intervention, et vu le manque de place dans les locaux du Centre technique et administratif communal pour y stocker les archives récentes des services, le Collège communal a marqué son accord pour que les archives des anciennes communes dont celles de Villers-la-Bonne-Eau soient déposées à Arlon à condition qu'elles y soient classées et inventoriées. Le dépôt de ces archives a été effectué au cours des mois de janvier et février 2012 (n° d'accroissement : 12/002).

13 AÉA, Dossiers centraux, dossier " ville de Bastogne ".

14 Les bordereaux d'élimination d'archives dressés par Delphine Lannoy peuvent être consultés aux Archives de l'État à Arlon.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Villers-la-Bonne-Eau entre 1893 et 1976 (1986).
Procédons par grandes séries d'archives :

Finances, patrimoine et fiscalité

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives des comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers, que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

État civil et population

L'état civil moderne a été institué en France en vertu du décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, un officier d'état civil consigne dans des registres distincts les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier d'état civil clôture ses registres en fin d'année et en tient également une copie officielle destinée

à être conservée au tribunal de première instance de l'arrondissement, avec la série des registres aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, les conseils provinciaux, les conseils communaux, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres dont la tenue est obligatoire sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. En outre, il peut être tenu des registres auxiliaires (comme le registre des domestiques). Enfin, les règlements imposent la confection et la tenue d'un index ou répertoire des noms des habitants.

Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

Affaires électorales

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Avant l'établissement du suffrage universel en 1921, le droit de vote était réservé aux personnes les plus riches. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard,

sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

Affaires militaires

C'est sur base des registres d'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent dans les archives de l'Administration provinciale ou nationale.

Travaux publics

L'Administration communale s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales.

L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

Enseignement

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

Bienfaisance ou assistance publique

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune.

Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

Culte

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

Langue des documents

La langue principale du fonds est le français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

D'une manière générale, les critères de tri appliqués sont ceux définis dans les trois tomes des directives et recommandations de Griet Maréchal :

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica*, Studia 1).

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica*, Manuale 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁵. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil et du Collège,

15 <http://geoportail.wallonie.be>.

toujours conservés par l'Administration communale de Bastogne, peuvent également faire l'objet d'un futur dépôt.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient classées selon le système employé par l'Union des villes et des communes c'est-à-dire la CDN ou classification décimale nationale. Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹⁶. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁷.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Gestion du patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et

¹⁶ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

¹⁷ GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sport et divertissements

XIV. Développement de la vie économique

XV. Mesures sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance, puis Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. RAPPORTS, ENQUÊTES, STATISTIQUES

- 1 Tableau présentant le nombre d'habitants, l'étendue de la commune et la densité de la population entre 1800 et 1967. [1967].
1 pièce

- 2

B. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

Dossier se rapportant au litige qui oppose la commune à un architecte dans le cadre de la fourniture de documents liés aux projets concernant le presbytère et la chapelle de Lutrebois. 1951-1957.
1 chemise

- 3 Dossier relatif à la dette de la commune à l'égard des entreprises Thielen-Bassing dans le cadre des travaux communaux d'entretien du chemin vicinal reliant Livarchamps à Sainlez. 1967-1975.
1 chemise

- 4 Dossier constitué dans le cadre de l'action en justice qui oppose les communes de Hollange, Hompré, Villers-la-Bonne-Eau et Tintange à l'entrepreneur Nello Muzzarelli dans le cadre de la réalisation d'une distribution d'eau. 1970-1974.
1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. ORGANISATION ET COMPOSITION DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

5 Dossier ayant trait à l'installation des conseillers communaux, à la nomination d'échevins ainsi qu'à leur prestation de serment. 1947-1971.

1 chemise

6 Note comprenant la composition du Conseil communal du 1er janvier 1921 au 31 décembre 1952. [1952].

1 pièce

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

7 Tableau présentant les résultats des élections qui ont eu lieu en séance du Conseil communal le 19 juillet 1973 pour la nomination d'un échevin. 20 août 1973.

1 pièce

8 Courriers émanant du commissaire d'arrondissement et tableaux ayant trait aux propositions d'octrois de distinctions honorifiques en faveur d'échevins. 1974-1976.

1 chemise

B. ORGANISATION DES SERVICES

1. ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES SERVICES

9 Dossier se rapportant aux travaux de réparation des dommages de guerre au mobilier scolaire et au matériel didactique de l'école de Lutremange ainsi qu'au mobilier et à l'équipement de bureau de la maison communale. 1947-1958.

1 chemise

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

10 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la modification du cadre du personnel et plus précisément à la création d'un poste de fontainier. 1966.

1 pièce

11 Extraits du registre aux délibérations du Collège échevinal accordant à Louis Stilmant, fontainier, l'autorisation d'utiliser sa

voiture personnelle pour les besoins du service. 1967-1968.
2 pièces

12 Dossier ayant trait au statut pécuniaire et à la fixation des
traitements des agents communaux. 1967-1975.
1 chemise

13 Extraits du registre aux actes du Collège ayant trait à l'octroi de
pécules de vacances aux membres du personnel communal. 1967-
1976.
1 chemise

14 *14 - 15 EXTRAITS DES REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL ET DU COLLÈGE ÉCHEVINAL AYANT TRAIT À
L'OCTROI D'ALLOCATIONS DE PROGRAMMATION. 1972-1973.*
1972.
1 chemise

15 1973.
1 chemise

16 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant
d'accorder une allocation de fin d'année aux membres du
personnel communal. 1974.
1 pièce

2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES RELEVÉS OU
APERÇUS GÉNÉRAUX
Consulter les n° 360, 362 et 363 du présent inventaire.

17 3. DOSSIERS DU PERSONNEL
Dossier personnel d'Albert Laloy, garde champêtre. 1967-1975.
1 chemise

18 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal
concernant la nomination de Louis Stilmant au poste de fontainier.
1967.
1 pièce

19 Courriers du commissaire d'arrondissement informant le
bourgmestre que le cantonnier et le garde champêtre se trouvent
dans les conditions pour se voir octroyer une médaille civique.
1974.
1 chemise

- 20 III. GESTION DU PATRIMOINE
Dossier relatif aux travaux réalisés sur le patrimoine forestier.
1948-1976. 1 liasse
- 21 Dossier ayant trait à l'exploitation de produits forestiers. 1948-
1976. 1 liasse
- 22 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal
concernant l'abandon gratuit à l'État de tronçons de voirie
communale désaffectés et plans afférents. 1960. 1 chemise
- 23 Dossier relatif à la mise en location d'un logement scolaire et de
ses dépendances sis à Lutremange à Georges Gresse, instituteur
communal. 1961. 1 chemise
- 24 Dossier relatif à la désaffectation du logement scolaire de Lutrebois
et à sa mise en location. 1961-1975. 1 chemise
- 25 Dossier concernant l'échange, avec Charles Felten, de
l'emplacement de l'ancienne chapelle de Lutrebois contre l'assise
de la chapelle de ladite section. 1963-1976. 1 chemise
- 26 Dossier ayant trait aux locations du droit de chasse sur les
propriétés communales. 1966-1975. 1 chemise
- 27 Livre-sommier des biens et droits immobiliers, rentes et valeurs de
portefeuille productifs d'intérêt appartenant à la commune.
[Deuxième moitié XXe siècle]. 1 volume

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTAIRE

1. BUDGETS ET ANNEXES

28 - 56 ANNEXES AUX BUDGETS. 1945-1975.
1945.

28		1 chemise
29	1946.	1 chemise
30	1947.	1 chemise
31	1948.	1 chemise
32	1949.	1 chemise
33	1950.	1 chemise
34	1951.	1 chemise
35	1952.	1 chemise
36	1953.	1 chemise
37	1954.	1 chemise
38	1955.	1 chemise
39	1956.	1 chemise
40	1957.	1 chemise
41	1958.	1 chemise

		1 chemise
42	1959.	1 chemise
43	1961.	1 chemise
44	1962.	1 chemise
45	1963.	1 chemise
46	1964.	1 chemise
47	1965.	1 chemise
48	1966.	1 chemise
49	1967.	1 chemise
50	1968.	1 chemise
51	1970.	1 chemise
52	1971.	1 chemise
53	1972.	1 chemise
54	1973.	1 chemise
55	1974.	1 chemise
56	1975.	1 chemise

57	57 - 90 BUDGETS. 1945-1976. 1945.	1 cahier
58	1946.	1 cahier
59	1947.	1 cahier
60	1948.	1 cahier
61	1948 (section de Livarchamps).	1 cahier
62	1948 (section de Lutrebois).	1 cahier
63	1948 (section de Lutremange).	1 cahier
64	1948 (section de Villers-la-Bonne-Eau).	1 cahier
65	1949.	1 cahier
66	1950.	1 cahier
67	1951.	1 cahier
68	1952.	1 cahier
69	1953.	1 cahier
70	1954.	1 cahier
71	1955.	1 cahier
72	1956.	

		1 cahier
73	1957.	1 cahier
74	1958.	1 cahier
75	1959.	1 cahier
76	1961.	1 cahier
77	1962.	1 cahier
78	1963.	1 cahier
79	1964.	1 cahier
80	1965.	1 cahier
81	1966.	1 cahier
82	1967.	1 cahier
83	1968.	1 cahier
84	1970.	1 cahier
85	1971.	1 cahier
86	1972.	1 cahier
87	1973.	1 cahier
88	1974.	1 cahier

89	1975.	1 cahier
90	1976.	1 cahier
91	Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au vote de deux douzièmes de crédits provisoires en vue de permettre au Collège échevinal d'ordonnancer les paiements des dépenses ordinaires obligatoires des mois de janvier et février. 1969.	1 pièce

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

92	<i>92 - 93 REGISTRES-JOURNAUX DE TOUTES LES RECETTES ET DÉPENSES DE LA COMMUNE. 1893-1948.</i> 1893-1927.	1 volume
93	1927-1948.	1 volume
94	Grand-livre des recettes. 1950.	1 chemise
95	<i>95 - 106 GRANDS-LIVRES DES DÉPENSES. 1960-1971.</i> 1960.	1 chemise
96	1961.	1 chemise
97	1962.	1 chemise
98	1963.	1 chemise
99	1964.	1 chemise
100	1965.	1 chemise
101	1966.	1 chemise

		1 chemise
102	1967.	1 chemise
103	1968.	1 chemise
104	1969.	1 chemise
105	1970.	1 chemise
106	1971.	1 chemise
107	3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Dossier ayant trait à la détermination de la superficie de la voirie communale dans le cadre de la répartition du Fonds des communes. 1950-1976.	1 chemise
	<i>B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>	
108	1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ Grand-livre des dépenses et des recettes. 1948.	1 chemise
	2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES	
109	109 - 136 COMPTES. 1943-1973. 1943.	1 cahier
110	1944.	1 cahier
111	1945.	1 cahier
112	1946.	1 cahier
113	1947.	1 cahier

		1 cahier
114	1948.	1 cahier
115	1949.	1 cahier
116	1950.	1 cahier
117	1951.	1 cahier
118	1952.	1 cahier
119	1953.	1 cahier
120	1954.	1 cahier
121	1955.	1 cahier
122	1956.	1 cahier
123	1957.	1 cahier
124	1958.	1 cahier
125	1959.	1 cahier
126	1961.	1 cahier
127	1962.	1 cahier
128	1963.	1 cahier
129	1964.	1 cahier

130	1966.	1 cahier
131	1967.	1 cahier
132	1969.	1 cahier
133	1970.	1 cahier
134	1971.	1 cahier
135	1972.	1 cahier
136	1973.	1 cahier
137	<i>137 - 147 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1944-1974.</i> 1944.	1 liasse
138	1945.	1 liasse
139	1946.	1 liasse
140	1947.	1 liasse
141	1948.	1 liasse
142	1949.	1 liasse
143	1950.	1 liasse
144	1956.	1 liasse

145	1962.	1 liasse
146	1968.	1 liasse
147	1974.	1 liasse
148	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Compte de fin de gestion rendu par Jean-Nicolas Wagner, receveur sortant envers son successeur, Albert Maréchal. 1948.	1 cahier
149	4. IMPOSITIONS ET TAXES Tableaux des parcelles communales expertisées. 1961.	1 chemise
150	Extraits de la matrice cadastrale dressés à destination de l'Office central de statistique, puis de l'Institut national de statistique. [XXe siècle].	1 liasse

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

- 151 Courriers émanant du procureur du Roi informant l'officier de l'état civil des observations faites lors de l'examen des registres de l'état-civil. 1971-1976. 1 chemise

B. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 152 Table alphabétique annuelle des actes de naissance inscrits sur les registres de la commune. 1950. 1 chemise

C. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

Consulter le n° 295 du présent inventaire.

D. AUTRES DOCUMENTS

- 153 Copie littérale d'un jugement d'agrégation d'option de patrie. 1974. 1 pièce

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

154 - 185 TABLEAUX CONTENANT DES RENSEIGNEMENTS
STATISTIQUES SUR LE MOUVEMENT DE LA POPULATION ET DE
L'ÉTAT-CIVIL. 1944-1976.

154	1944.	1 chemise
155	1945.	1 chemise
156	1946.	1 chemise
157	1947.	1 chemise
158	1948.	1 chemise
159	1949.	1 chemise
160	1950.	1 chemise
161	1951.	1 chemise
162	1952.	1 chemise
163	1953.	1 chemise
164	1954.	1 chemise
165	1955.	1 chemise
166	1956.	1 chemise
167	1957.	1 chemise

		1 chemise
168	1958.	1 chemise
169	1959.	1 chemise
170	1960.	1 chemise
171	1961.	1 chemise
172	1962.	1 chemise
173	1963.	1 chemise
174	1964.	1 chemise
175	1965.	1 chemise
176	1966.	1 chemise
177	1967.	1 chemise
178	1968.	1 chemise
179	1969.	1 chemise
180	1971.	1 chemise
181	1972.	1 chemise
182	1973.	1 chemise
183	1974.	1 chemise

184	1975.	1 chemise
185	1976.	1 chemise

B. REGISTRES DE LA POPULATION ET MOUVEMENT DE LA POPULATION

186	186 - 202 AVIS DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE ÉTABLIS DANS LE CADRE D'ENTRÉES. 1945-1961. 1945.	1 chemise
187	1946.	1 chemise
188	1947.	1 chemise
189	1948.	1 chemise
190	1949.	1 chemise
191	1950.	1 chemise
192	1951.	1 chemise
193	1952.	1 chemise
194	1953.	2 pièces
195	1954.	1 pièce
196	1955.	1 chemise
197	1956.	2 pièces

198	1957.	1 pièce
199	1958.	1 chemise
200	1959.	1 chemise
201	1960.	1 chemise
202	1961.	1 chemise
203	203 - 204 COURRIERS ÉMANANT DE L'OFFICIER DE L'ÉTAT-CIVIL DE VILLERS-LA-BONNE-EAU DANS LESQUELS IL PRIE LES AUTORITÉS DE DIVERSES COMMUNES DE REMPLIR DES TABLEAUX ET DE LES LUI RENVOYER AFIN DE POUVOIR COMPLÉTER LES REGISTRES DE POPULATION. 1948, 1953. 1948.	1 chemise
204	1953.	1 chemise
205	205 - 207 REGISTRES DE LA POPULATION. 1948-1976. 1948-1960 (fol. 1-125).	1 volume
206	1961-1970 (fol. 1-226).	1 volume
207	1971-1976 (fol. 1-230).	1 volume
208	Registre des sorties de population. 1962-1976.	1 volume
209	Registre des entrées de population. 1962-1976.	1 volume
210	<i>C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i> Liste-inventaire principale dressée dans le cadre du recensement	

de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. 1947.

1 cahier

211 Bulletins de ménage dressés dans le cadre du recensement général de la population au 31 décembre 1947. 1947.

1 chemise

212 - 215 BULLETINS SPÉCIAUX INDIVIDUELS DRESSÉS DANS LE CADRE DE RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POPULATION. 1947, 1961.

212 - 213 1947
Modèle Bbis.

212

1 chemise

213 Modèle Bbis1.

1 pièce

214 - 215 1961
Modèle Bbis.

214

1 pièce

215 Modèle Bbis1.

2 pièces

218 Courriers émanant du bourgmestre dans lesquels il demande à ses homologues de vérifier l'identité de personnes en prévision du recensement de la population et afin d'obtenir une concordance parfaite entre les registres de population et ceux de l'état-civil. 1960.

1 chemise

219 Tableaux présentant les résultats, par secteurs statistiques, du recensement de la population et des logements au 31 décembre 1970. [1975].

1 cahier

220 - 221 TABLEAUX PRÉSENTANT LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1970. [1975].
Volume 1.

220

1 cahier

221 Volume 2.

1 cahier

- 222 Tableaux présentant les résultats du recensement des logements
au 31 décembre 1970. [1975].
1 cahier
- D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS*
- 223 Cartes de travailleurs frontaliers délivrées en vertu de l'accord
belgo-luxembourgeois du 22 juillet 1938. 1957-1972.
1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

224 - 228 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET AUX CONSEILS COMMUNAUX. 1956-1976.

224	1956-1958.	1 cahier
225	1958-1960.	1 cahier
226	1960-1962.	1 cahier
227	1972-1974.	1 cahier
228	1974-1976.	1 cahier

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

229	Registre des incapacités électorales. 1958-1986.	1 volume
230	Fiches individuelles de particuliers reprenant divers renseignements les concernant dans le but de préparer les listes électorales. [Deuxième moitié XXe siècle].	1 chemise
231	231 - 238 CARTES D'ÉLECTEURS. [DEUXIÈME MOITIÉ XXE SIÈCLE]. Première partie (1re section).	1 liasse
232	Première partie (2e section).	1 chemise
233	Deuxième partie (1re section).	1 chemise
234	Deuxième partie (2e section).	1 chemise
235	Troisième partie (1re section).	

1 pièce

236 Troisième partie (2e section).
1 chemise

237 Quatrième partie (1re section).
1 pièce

238 Quatrième partie (2e section).
1 chemise

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

239 - 243 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1946-1970.
24 novembre 1946.
1 pièce et 1 cahier

240 12 octobre 1952.
1 chemise

241 12 octobre 1958.
1 pièce et 1 cahier

242 11 octobre 1964.
1 chemise

243 11 octobre 1970.
1 pièce et 1 cahier

244 - 245 PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE DES ÉLECTEURS POUR
LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 1961-1971.
26 mars 1961.
1 pièce

245 7 novembre 1971.
2 pièces

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. GÉNÉRALITÉS

246 Liste des emplacements où seront placés des repères ou des rivets.
1958. 1 chemise

B. SERVICE MILITAIRE

247 247 - 282 DOSSIERS DE LEVÉES DE MILICE. 1941-1976.
1941. 1 chemise

248 1942. 1 chemise

249 1943. 1 chemise

250 1944. 1 chemise

251 1945. 1 chemise

252 1946. 1 chemise

253 1947. 1 chemise

254 1948. 1 chemise

255 1949. 1 chemise

256 1950. 1 chemise

257 1951. 1 chemise

258 1952. 1 chemise

259	1953.	1 chemise
260	1954.	1 chemise
261	1955.	1 chemise
262	1956.	1 chemise
263	1957.	1 chemise
264	1958.	1 chemise
265	1959.	1 chemise
266	1960.	1 chemise
267	1961.	1 chemise
268	1962.	1 chemise
269	1963.	1 chemise
270	1964.	1 chemise
271	1965.	1 chemise
272	1966.	1 chemise
273	1967.	1 chemise
274	1968.	1 chemise
275	1969.	1 chemise

		1 chemise
276	1970.	1 chemise
277	1971.	1 chemise
278	1972.	1 chemise
279	1973.	1 chemise
280	1974.	1 chemise
281	1975.	1 chemise
282	1976.	1 chemise
283	Registre des demandes d'indemnités de milice. 1954-1976.	1 cahier
	<i>C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX</i>	
284	Courriers émanant de la brigade de gendarmerie de Bastogne concernant la réquisition du charroi appartenant au nommé Winand de Remoifosse. 1962-1963.	2 pièces
285	Relevé des dégradations commises par les troupes le 20 décembre 1966 dans la commune. 1966.	1 chemise
	<i>D. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES</i>	
286	Dossier relatif aux rémunérations en matière de milice ainsi qu'aux secours octroyés aux familles que la guerre prive de leurs soutiens. 1914-1926.	1 chemise
288	Cartes d'évacués. 1945.	1 chemise

- 289 Courriers adressés au bourgmestre et ayant trait à l'inscription d'administrés dans les registres des réfugiés d'autres communes. 1945-1946. 1 chemise
- 290 Extraits de la matrice cadastrale envoyés par l'Administration du Cadastre à l'Administration communale pour servir en matière de constatation de dommages de guerre. 1946. 1 chemise
- 291 Dossier relatif à la location de baraquements par des particuliers et par l'Administration communale. 1946-1961. 1 chemise
- 292 Courriers envoyés par l'Office de la Résistance au bourgmestre l'informant de l'octroi de la qualité de résistant à deux administrés et attestation afférente. 1948-1949. 1 chemise
- 293 Formulaires de décisions en matière d'avance sur indemnité de réparation des dommages de guerre et de crédit de restauration complémentaire. 1952, 1959. 2 pièces
- 294 Attestation émanant de l'Administration des dommages aux personnes par laquelle le bourgmestre est informé qu'Achille Gabriel a obtenu la reconnaissance de la qualité de réfractaire. 1956. 1 pièce

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. SERVICES DE POLICE

1. GÉNÉRALITÉS

295 Arrêté communal portant règlement sur les inhumations et la police des cimetières. 1932. 1 pièce

296 États de tutelles adressés par la Justice de Paix du canton de Sibret au bourgmestre. 1946-1952. 1 chemise

2. PERSONNEL

297 Pièces relatives à l'autorisation donnée à Raymond Ries, garde champêtre de Bastogne, d'exercer ses fonctions sur le territoire de Villers-la-Bonne-Eau en tant que garde champêtre commun. 1975. 1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLIC

298 Dossier relatif à la vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage. 1952-1964. 1 chemise

299 Formulaire de demandes de carte de commerçant ambulant. 1960-1976. 1 chemise

300 Expédition d'une décision prise par le Collège des bourgmestre et échevins concernant la demande introduite par Raymond Chevigné, détaillant en produits alimentaires, en vue d'obtenir, à l'occasion de la kermesse locale, une dérogation aux dispositions instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce. 1965. 1 pièce

301 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal fixant l'heure de fermeture des débits de boissons. 1972. 1 chemise

302 Autorisations délivrées par le bourgmestre concernant l'organisation de la course cycliste dénommée " Polymultipliée Ardennaise ". 1975-1976. 1 chemise

4. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA
SÉCURITÉ PUBLIQUE

303 Listes des permis de port d'armes de chasse délivrés ou validés.
1974, 1976.

2 pièces

B. SERVICE D'INCENDIE

304 Tableaux présentant le nombre, la surface et la nature des
constructions publiques, le nombre de foyers, le nombre et la
nature des établissements dangereux, insalubres et incommodes
ainsi que la superficie approximative des propriétés boisées privées
et publiques. 1962.

1 pièce

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

305 Registre des assujettis à la vaccination antivariolique obligatoire. 1950-1976. 1 volume

306 Registre des vaccinations antipoliomyélitiques des enfants assujettis. 1959-1976. 1 cahier

B. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

1. BRUCELLOSE

307 Courrier émanant de l'inspecteur vétérinaire informant le bourgmestre que deux exploitants de la commune n'ont toujours pas réalisé de prélèvement sanguin sur tous leurs bovins âgés de plus de 12 mois et copie de la réponse du bourgmestre afférente. 1972. 2 pièces

308 Courriers émanant de l'inspecteur vétérinaire dans lesquels il informe le bourgmestre de l'apparition de cas de brucellose dans la commune. 1972-1976. 1 chemise

2. FIÈVRE APHTEUSE

309 Listes des propriétaires et détenteurs de ruminants, porcs et porcelets se trouvant dans un rayon de 300 mètres d'exploitations. 1952. 1 chemise

310 Certificats de vaccination et relevés des vaccinations opérées pour lutter contre la fièvre aphteuse. 1958-1965. 1 chemise

3. NOSÉMOSE

311 Courrier envoyé par l'inspecteur vétérinaire principal au bourgmestre dans lequel il l'informe de l'existence d'un foyer de nosémosse chez Georges Gresse à Lutremange. 26 avril 1967. 1 pièce

- 312 4. PESTE PORCINE
Arrêtés communaux autorisant le transport de porcs destinés à l'abattoir. 1970.
1 chemise
- 313 Certificats de vaccination contre la peste porcine. 1970.
1 chemise
- 314 Inventaire du cheptel porcin. [Deuxième moitié XXe siècle].
1 chemise
- 315 5. RAGE
Déclarations de créance dressées suite à la remise de dépouilles entières de renards ou de blaireaux abattus. 1965-1972.
1 chemise
- 316 Courriers envoyés par l'ingénieur des Eaux et Forêts concernant le programme de gazages des terriers. 1968.
2 pièces
- 317 6. TUBERCULOSE
Courrier émanant de l'inspecteur vétérinaire principal dans lequel il informe le bourgmestre que le cheptel de M. Stilmant, exploitant à Losange, est non indemne de tuberculose. 5 février 1960.
1 pièce
- 318 *C. ANALYSE DE L'EAU POTABLE*
Rapports dressés dans le cadre d'analyses d'eau alimentaire effectuées sur le territoire communal. 1972-1974.
1 chemise
- 319 *D. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES*
Dossier ayant trait à la demande introduite par Constant et Anne-Marie Stecker, de maintenir en exploitation, à Lutremange, un rucher comportant 45 ruches d'abeilles. 1961.
1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

Consulter le n° 321 du présent inventaire.

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA SANTÉ PUBLIQUE

- 320 Dossier relatif aux travaux de réparation des dégâts de guerre occasionnés aux abreuvoirs et lavoirs des sections de Livarchamps et Lutremange. 1946-1958.

1 chemise

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT ET ANNEXES

- 321 Dossier ayant trait à la reconstruction du logement de l'instituteur et du centre communal à Lutremange, c'est-à-dire des locaux scolaires, du bureau communal et du lavatory, endommagés par faits de guerre. 1948- 1960.

1 liasse

- 322 Dossier relatif aux travaux de restauration et d'amélioration des bâtiments scolaires et du logement de l'instituteur de la section de Lutrebois, endommagés par faits de guerre. 1949-1953.

1 chemise

4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE ET ANNEXES

- 323 Dossier relatif aux travaux de reconstruction du presbytère de Villers-la-Bonne-Eau, endommagé par faits de guerre. 1946-1961.

1 liasse

- 324 Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église de Villers-la-Bonne-Eau, endommagée par faits de guerre. 1946-1962.

1 liasse

- 325 Dossier relatif aux réparations des dégâts de guerre au mur du cimetière de Villers-la-Bonne-Eau. 1947-1957.

1 chemise

- 326 Dossier relatif à la construction d'une nouvelle chapelle à Lutrebois en remplacement de celle qui a été détruite par faits de guerre. 1947-1961.

1 liasse

- 327 Dossier relatif aux travaux de restauration des dégâts de guerre occasionnés aux vitraux de l'église de Villers-la-Bonne-Eau. 1949-1961.
1 chemise
- 328 Dossier relatif à la restauration du mur de clôture du cimetière de Lutrebois. 1949-1966.
1 chemise
- 329 Pièces relatives à la reconstruction du calvaire du cimetière de Villers-la-Bonne-Eau, endommagé par faits de guerre. 1954.
1 chemise
- 330 Devis relatifs aux travaux d'électrification des cloches de l'église de Villers-la-Bonne-Eau. 1954-1956.
1 chemise
- 331 Dossier relatif au projet de réparation des dégâts causés par faits de guerre au mobilier de l'église paroissiale de Villers-la-Bonne-Eau. 1957-1969.
1 chemise
- 332 Dossier concernant l'installation d'un chauffage à air pulsé à l'église paroissiale de Villers-la-Bonne-Eau. 1960-1963.
1 chemise
- 333 Dossier relatif aux travaux d'entretien de peinture de l'église paroissiale de Villers-la-Bonne-Eau. 1961-1962.
1 chemise
- 335 *B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS)*
Dossier ayant trait aux travaux de réfection de la voirie, endommagée par faits de guerre. 1946-1950.
1 chemise
- 336 Dossier relatif à la construction et à l'aménagement d'une route touristique vers Hollange. 1949-1959.
1 liasse
- 337 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 1. 1950-1951.
1 chemise
- 338 Dossier concernant la restauration de la signalisation routière endommagée par faits de guerre. 1962.

-
- 1 chemise
- 339 Dossier ayant trait à l'amélioration des chemins n° 6 et 12 à Lutrebois. 1962. 1 chemise
- 340 Tableaux contenant des renseignements sur les chemins comportant une largeur supérieure à 2,50 m. 1969. 1 chemise
- 341 Dossier relatif à l'amélioration du chemin dit " de Losange ". 1971. 1 chemise
- 342 Pièces relatives à la réalisation du chemin de Suré et d'un parking devant l'église de Villers-la-Bonne-Eau. 1974-1975. 1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 343 Avis émanant du bourgmestre dans lequel il porte à la connaissance des exploitants de terrains pâturés en bordure de cours d'eau repris à l'atlas qu'ils ont l'obligation de protéger les berges par une haie afin d'éviter toute dégradation que pourrait occasionner leur bétail. 1971. 1 pièce
- 344 Carte reprenant les ruisseaux situés sur le territoire de la commune. [Deuxième moitié XXe siècle]. 1 pièce
- D. TRAVAUX CONCERNANT LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
Consulter le n° 4 de cet inventaire.
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 345 Dossier ayant trait aux travaux de construction d'un poste de tranformation destiné à alimenter la forge Krier - Garcia à Lutremange. 1948-1963. 1 chemise
- 346 Dossier ayant trait à l'électrification des écarts de Losange. 1950-1953. 1 chemise
- 347 Dossier concernant des travaux de renforcement du réseau

électrique de Remoifosse. 1952-1957.

1 chemise

3. ÉCLAIRAGE PUBLIC

348 Dossier relatif aux travaux de placement de l'éclairage public.
1974-1976.

1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

349 Dossier relatif à l'élaboration du projet du plan général et des plans
particuliers d'aménagement. 1950-1952.

1 chemise

350 Plans particuliers d'aménagement portant sur les expropriations à
réaliser par le Comité d'acquisition d'immeubles. 1955.

2 pièces

351 Dossier relatif au projet de plan de secteur de Bastogne. 1968-
1976.

1 chemise

352 Dossier ayant trait au permis de camping délivré pour le camping "
J.-F. Kennedy ". 1969-1973.

1 chemise

353 Dossier ayant trait au remembrement de Villers-la-Bonne-Eau ainsi
qu'à l'exécution de travaux de voirie relatifs à ce remembrement.
1972-1976.

1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 354 Courriers envoyés par l'ASBL L'aide à l'enseignement libre dans la province de Luxembourg informant le bourgmestre de la bonne réception du subside communal. 1955-1957. 1 chemise

B. CADRE GÉNÉRAL

- 355 Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la suppression des écoles primaires de Lutremange et de Lutrebois et leur remplacement par une école unique dont le siège principal est situé à Lutremange. 1975. 2 pièces

- 356 Copie d'un courrier envoyé au directeur général du Bureau des subventions du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française concernant le maintien des deux classes de l'école rurale de Lutremange. 1976. 1 pièce

C. BÂTIMENTS

Consulter les n° 23 et 24 du présent inventaire.

D. ÉQUIPEMENT

- 357 Dossier relatif à la fourniture de mobilier et de matériel didactique pour l'école de Lutrebois suite à leur endommagement ou leur disparition pendant la guerre. 1946-1953. 1 chemise

E. PERSONNEL

- 358 Dossier personnel de Georges Gresse, instituteur à l'école primaire de Lutremange. 1949-1951. 1 chemise
- 359 Dossier personnel de Justine Jacquet-Henricot, maitresse de couture dans les écoles primaires communales. 1956-1973. 1 chemise
- 360 Relevés nominatifs du personnel enseignant. 1968-1970. 1 chemise
- 361 Dossier relatif à la nomination de Claudine Kimus aux fonctions

d'institutrice intérimaire à l'école primaire de Lutremange. 1972.
1 chemise

362 Relevé dressé dans le cadre de la répartition des chefs d'école et des titulaires de classe de l'école primaire communale de Villers-la-Bonne-Eau pour l'année scolaire 1973-1974. 1974.
1 pièce

363 Relevé dressé dans le cadre de la répartition des maîtres spéciaux des écoles primaires communales pour l'année 1973-1974. 1974.
1 pièce

364 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à la nomination, au poste d'instituteur primaire provisoire à l'école primaire communale mixte de Lutremange, de Daniel Pierre et copie du procès-verbal de prestation de serment de ce dernier. 1976.
2 pièces

365 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la nomination d'Armel Lengler au poste de chef d'école de l'école communale mixte de Lutremange à titre définitif. 1976.
1 pièce

366 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à la nomination d'Anne-Marie Collignon au poste d'institutrice à titre provisoire pour l'école communale mixte de Villers-la-Bonne-Eau. 1976.
1 pièce

F. FINANCES

367 Dossier ayant trait aux subventions octroyées aux écoles de la commune. 1956-1976.
1 chemise

G. OBLIGATION SCOLAIRE

368 Relevés numériques de la population scolaire. [1945-1962].
1 chemise

369 Tableaux statistiques des enfants scolarisés. [1962-1968 ?].
2 pièces

H. AVANTAGES SOCIAUX

370 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal arrêtant la prise en charge du transport des élèves au Centre d'inspection

médicale scolaire pour autant que ce centre lui octroie un subside.
1966.

1 pièce

XIII. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 371 Pièces relatives aux recensements des terres cultivées. 1944-1950.
1 chemise
- 371 - 376 LISTES DE RECENSEMENT ET LISTES RÉCAPITULATIVES
DRESSÉES DANS LE CADRE DES RECENSEMENTS DES EMBLAVURES
D'HIVER ET DU BÉTAIL. 1945-1949.
- 372 1945.
1 chemise
- 373 1946.
1 chemise
- 374 1947.
1 chemise
- 375 1948.
1 chemise
- 376 1949.
1 chemise
- 377 - 381 LISTES RÉCAPITULATIVES DRESSÉES DANS LE CADRE
DES RECENSEMENTS AGRICOLES ET HORTICOLES. 1945-1949.
- 377 1945.
1 cahier
- 378 1946.
1 cahier
- 379 1947.
1 cahier
- 380 1948.
1 cahier
- 381 1949.
1 cahier
- 382 Listes nominatives des cultivateurs qui exercent la profession à
titre principal et secondaire ainsi que de l'étendue des exploitations
déclarées. 1965.
1 chemise

-
- 383 - 384 PROCÈS-VERBAUX DE CONSTAT DE DÉGÂTS AGRICOLES.
1974, 1976.
- 383 Intempéries, 1974. 1 chemise
- 384 Sécheresse, 1976. 1 chemise
- B. ÉLEVAGE*
- 385 Listes des taureaux admis, ajournés ou refusés. 1948-1953. 1 chemise
- 386 Relevés des modifications survenues dans les cheptels de la commune réalisés en vue de la rectification de l'inventaire des animaux recensés dans le cadre de la lutte contre la fièvre aphteuse. 1952. 1 chemise
- 387 Registre des taureaux approuvés. 1953. 1 cahier
- 388 Registre des taureaux en âge de faire saillie, non représentés aux expertises, refusés ou ajournés. 1959-1967. 1 cahier

C. INDUSTRIE ET ARTISANAT

Consulter les n° 210 et 392 du présent inventaire.

D. COMMERCE

Consulter les n° 210, 299, 300 et 392 du présent inventaire.

XIV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

A. MESURES SOCIALES

- 389** Registre des bénéficiaires de la majoration de rente de vieillesse. 1948-1970.
1 volume
- 390** Dossier ayant trait à la mise au travail des chômeurs. 1950-1963.
1 chemise
- 391** Registre des demandes de prestations pour travailleurs salariés et indépendants en vue de percevoir un revenu garanti aux personnes âgées. 1971-1976.
1 chemise
- B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL*
- 392** Attestations d'activité délivrées par l'Administration communale et courriers afférents. 1961-1962.
1 chemise

XV. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. PERSONNEL

- 393 Procès-verbal de prestation de serment de membres de la Commission d'assistance publique. 1953. 1 pièce
- 394 Pièces relatives à la nomination des membres de la Commission d'assistance publique par le Conseil communal en sa séance du 5 avril 1971. 1971. 1 chemise

B. FINANCES

- 395 395 - 420 COMPTES. 1944-1968, 1974. 1944. 1 cahier
- 396 1945. 1 cahier
- 397 1946. 1 cahier
- 398 1947. 1 cahier
- 399 1948. 1 cahier
- 400 1949. 1 cahier
- 401 1950. 1 cahier
- 402 1951. 1 cahier
- 403 1952. 1 cahier
- 404 1953. 1 cahier
- 405 1954. 1 cahier

		1 cahier
406	1955.	1 cahier
407	1956.	1 cahier
408	1957.	1 cahier
409	1958.	1 cahier
410	1959.	1 cahier
411	1960.	1 cahier
412	1961.	1 cahier
413	1962.	1 cahier
414	1963.	1 cahier
415	1964.	1 cahier
416	1965.	1 cahier
417	1966.	1 cahier
418	1967.	1 cahier
419	1968.	1 cahier
420	1974.	1 cahier

421	421 - 424 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1945-1948. 1945.	1 chemise
422	1946.	1 chemise
423	1947.	1 chemise
424	1948.	1 chemise
425	Budget. 1973.	1 cahier

C. EXÉCUTION DES TÂCHES

426	426 - 438 DOSSIERS RELATIFS À LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ENTRETIEN DE PARTICULIERS PLACÉS EN INSTITUTIONS. 1946- 1968. Bo. J.-M., 1962-1968.	1 chemise
427	Co. M.-J., 1945-1948.	1 chemise
428	Du. M., 1955.	1 pièce
429	Fe. L., 1965.	1 chemise
430	Ge. G., 1957.	1 chemise
431	Go. F., 1945-1954.	1 chemise
432	Ko. G., 1956-1958.	1 chemise
433	Me. A., 1960-1964.	1 chemise
434	Mo. L., 1964-1965.	

		1 chemise
435	St. J., 1952-1954.	1 chemise
436	Th. J., 1954.	1 chemise
437	Wi. J., 1950-1951.	1 chemise
438	Wi. F., 1967-1969.	1 chemise

XVI. FABRIQUES D'ÉGLISE

A. PAROISSE SAINT-LAMBERT DE VILLERS-LA-BONNE-EAU

1. PERSONNEL

- 439 Expéditions conformes d'extraits du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique relatifs à la fixation des rémunérations du personnel d'église. 1965. 1 chemise
- 440 Copie du tableau présentant la composition du Conseil de Fabrique et du Bureau des marguilliers. 1975. 1 pièce

2. PATRIMOINE

441 - 447 PIÈCES RELATIVES AUX LEGS EFFECTUÉS PAR DES PARTICULIERS AU PROFIT DE LA FABRIQUE D'ÉGLISE. 1948-1973.

- 441 Gu. J., 1973. 1 pièce
- 442 La. A., 1962-1972. 1 chemise
- 443 La. M., 1961. 1 chemise
- 444 La. N., 1948-1973. 1 chemise
- 445 Me. J., 1968. 1 chemise
- 446 Ro. H., 1961-1969. 1 chemise
- 447 Sn. H., 1958. 1 pièce
- 448 Cahier des charges dressé dans le cadre de la vente d'une coupe de résineux par le Bureau des marguilliers. 1961. 1 pièce
- 449 Pièces relatives à la régularisation de la comptabilité suite à la location d'un terrain dont la Fabrique d'église est propriétaire en vertu d'une donation de Nicolas Lafontaine. 1965.

2 pièces

450 Courrier envoyé par les représentants de la Fabrique d'église à Jean Lafontaine concernant l'état de l'immeuble qu'il occupe et dont la Fabrique d'église est propriétaire. 1968.

1 pièce

451 Pièces relatives à la location de terres appartenant à la Fabrique d'église. 1974-1975.

1 chemise

3. FINANCES

452 - 476 COMPTES. 1945-1974.
1945.

452 1945. 1 cahier

453 1946. 1 cahier

454 1947. 1 cahier

455 1948. 1 cahier

456 1954. 1 cahier

457 1955. 1 cahier

458 1956. 1 cahier

459 1957. 1 cahier

460 1958. 1 cahier

461 1959. 1 cahier

462 1960. 1 cahier

463	1961.	1 cahier
464	1962.	1 cahier
465	1963.	1 cahier
466	1964.	1 cahier
467	1965.	1 cahier
468	1966.	1 cahier
469	1967.	1 cahier
470	1968.	1 cahier
471	1969.	1 cahier
472	1970.	1 cahier
473	1971.	1 cahier
474	1972.	1 cahier
475	1973.	1 cahier
476	1974.	1 cahier

B. PAROISSE SAINT-THIBAUT DE LUTREBOIS

1. FINANCES

<i>477</i>	<i>477 - 500 BUDGETS. 1945-1973.</i> 1945.	1 cahier
<i>478</i>	1947.	1 cahier
<i>479</i>	1948.	1 cahier
<i>480</i>	1949.	1 cahier
<i>481</i>	1950.	1 cahier
<i>482</i>	1951.	1 cahier
<i>483</i>	1952.	1 cahier
<i>484</i>	1953.	1 cahier
<i>485</i>	1954.	1 cahier
<i>486</i>	1955.	1 cahier
<i>487</i>	1956.	1 cahier
<i>488</i>	1957.	1 cahier
<i>489</i>	1958.	1 cahier
<i>490</i>	1959.	1 cahier

491	1960.	1 cahier
492	1961.	1 cahier
493	1962.	1 cahier
494	1963.	1 cahier
495	1964.	1 cahier
496	1965.	1 cahier
497	1966.	1 cahier
498	1967.	1 cahier
499	1968.	1 cahier
500	1973.	1 cahier
501	<i>501 - 531 COMPTES. 1945-1975.</i> 1945.	1 cahier
502	1946.	1 cahier
503	1947.	1 cahier
504	1948.	1 cahier
505	1949.	1 cahier
506	1950.	

		1 cahier
507	1951.	1 cahier
508	1952.	1 cahier
509	1953.	1 cahier
510	1954.	1 cahier
511	1955.	1 cahier
512	1956.	1 cahier
513	1957.	1 cahier
514	1958.	1 cahier
515	1959.	1 cahier
516	1960.	1 cahier
517	1961.	1 cahier
518	1962.	1 cahier
519	1963.	1 cahier
520	1964.	1 cahier
521	1965.	1 cahier
522	1966.	1 cahier

523	1967.	1 cahier
524	1968.	1 cahier
525	1969.	1 cahier
526	1970.	1 cahier
527	1971.	1 cahier
528	1972.	1 cahier
529	1973.	1 cahier
530	1974.	1 cahier
531	1975.	1 cahier